

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juin 2005)

ACCORD DU 25 MARS 2005
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(PICARDIE)

NOR : *ASET0550751M*
IDCC : *1596*

Entre :

L'union régionale CAPEB de Picardie ;
La fédération française du bâtiment de Picardie ;
L'union régionale des sociétés coopératives ouvrières de production de
Picardie,

D'une part, et

L'union régionale CFE-CGC Picardie ;
L'union régionale CFDT Picardie ;
L'union régionale CFTC Picardie ;
L'union régionale FO Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par

les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé, en application de l'article 8.18 des conventions collectives nationales précitées, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ repas	INDEMNITÉ de frais de transport	INDEMNITÉ de trajet
Zone 1 (00 à 10 kilomètres)	8,00	1,13	1,13
Zone 2 (10 à 20 kilomètres)	8,00	3,39	2,26
Zone 3 (20 à 30 kilomètres)	8,00	5,65	3,39
Zone 4 (30 à 40 kilomètres)	8,00	7,91	4,52
Zone 5 (40 à 50 kilomètres)	8,00	10,17	5,65

Article 3

Le présent barème des indemnités de petits déplacements entrera en application à compter du 1^{er} avril 2005.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 15 exemplaires, sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Somme et remis aux secrétariats-greffes des conseils des prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Amiens, le 25 mars 2005.

(Suivent les signatures.)